



MENTIONS LEGALES LCDB

Le site internet www.lcdbpro.com de "LCDB SAS" et tous ses sous sites sont la propriété de "LCDB SAS" CHAMBON SUR VOUEIZE, immatriculée au RCS de GUERET Siret : 880960299 00019 TVA : FR 91 880960299

Hébergeur : OVH : SAS au capital de 500 K€ Siège social : 2 rue Kellermann - RCS Roubaix - Tourcoing 424 761 4 Code APE 6202A N° TVA : FR 22 424 761 419 Développement, réalisation et maintenance : LCDB SAS

Vos données personnelles ?

Conformément à la loi n°78-017 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Vous êtes informé que les données, vous concernant feront l'objet d'un traitement de données à caractère personnel. Ces données personnelles sont d traitement. Certaines des informations demandées, signalées par un astérisque, sont obligatoires car nécessaires au traitement de Votre Commande. D'autres informations, dont la fourniture par MENTIONS LEGALES "LCDB SAS", accessible à l'adresse <http://www.lcdbpro.com> D'autres informations, dont la fourniture par l'utilisateur est facultative, ont pour finalité de mieux connaître les utilisateurs et d'améliorer la qualité du service qui leur est offert. Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données personnelles Vous concernant. Ce droit peut être exercé directement auprès de LCDB SAS soit en envoyant un courrier à LCDB SAS 17 place Delamarre 23170 CHAMBON SUR VOUEIZE, soit en envoyant un courrier électronique à admin@lcdbpro.com. Sauf opposition de votre part, manifestée par courrier ou par courriel, LCDB SAS se réserve le droit d'utiliser ces informations à des fins de prospection commerciales relatives à l'offre LCDB SAS. Ces communications peuvent prendre la forme d'un courrier électronique ou d'un courrier papier. LCDB SAS s'engage à ne pas communiquer à des tiers, sous quelque forme que ce soit, les informations personnelles en sa possession. Toutefois, l'attention des utilisateurs est attirée sur le fait que dans certaines circonstances, LCDB SAS peut être contraint, dans le cadre de procédures judiciaires ou fiscales, de communiquer à des autorités publiques les données personnelles en sa possession, et que sa responsabilité ne saurait être recherchée à ce titre.